



« NOUS SOMMES UN MOUVEMENT SOCIAL QUI S'IGNORE ! »

Claire Thoury, présidente du Mouvement associatif

Si le monde associatif est le cœur battant du village, est-il au cœur des attentions ?

Claire Thoury : D'abord il faut le dire : nous avons beaucoup de chance de vivre dans un pays où tant de gens ont le souci des autres et celui de faire. D'agir sur le réel ! Mais le monde associatif est parfois invisible à lui-même et pour le plus grand nombre. Et c'est bien dommage car il est présent du premier au dernier kilomètre de l'intérêt collectif.

L'appel du 11 octobre et la mobilisation qui l'a accompagnée vous semble-t-elle avoir permis de remettre la question des associations au cœur du village politique et... budgétaire ?

C. T. : On n'a jamais autant parlé d'assos qu'au moment du 11 octobre ! Cette forte mobilisation a montré que le mouvement associatif est un mouvement social qui s'ignore ! Un grand nombre de parlementaires y ont d'ailleurs fait référence au cours de la discussion budgétaire. On a eu de l'écho. Mais il ne faut pas se voiler la face. Aucun milliard n'a poussé sur un arbre et la situation en matière de liquidations de structures, de plans sociaux et de réduction de l'activité est sans précédent.

Une des plénières a mis le sentiment d'impuissance au cœur de sa réflexion. Est-ce le diagnostic d'un épuisement du monde asso ?

C. T. : Le sentiment d'impuissance c'est d'abord un état de la société toute entière. Actuellement on se couche le soir sans savoir ce qui nous attend le lendemain. C'est vertigineux ! On a le sentiment que rien ne va et certains médias ont un traitement de l'information qui... interroge.

Alors bien sûr on ne sait pas toujours comment lutter contre cet état de sidération et on peut être gagné par la tentation du repli. Mais n'oublions pas qu'il existe plein de manières d'agir sur le réel. Et que le levier le plus important c'est celui de la solidarité. C'est magnifique de voir ces gens qui décident de sortir d'eux-mêmes pour faire changer les choses.

Alors que nous sommes encore pour quelques heures en janvier, quels vœux formulez-vous pour 2026 ?

C. T. : Il faut mener et gagner la bataille du réel ! C'est le moyen de reprendre le pouvoir sur nos vies. Malgré tout, nous sommes très nombreuses et nombreux dans les associations à se mobiliser pour que ça aille mieux... voire bien. Alors continuons !

FAIRE FACE AU SENTIMENT D'IMPUISSANCE

« En tant que praticien et artisan, je défends le fait de conforter les alliances entre les associations et les villes à travers des CPD, de soutenir l'engagement non institutionnel et de garantir les financements. »

Philippe Rio, Maire de Grigny

« Il faut faire encourager les initiatives citoyennes, celles des habitants, de la jeunesse, qui font exister concrètement la citoyenneté avec des solutions sur mesures dans les territoires. »

Christophe Robert, délégué général de la fondation pour le logement des défavorisés

« Il ne faut pas se laisser paralyser par une vision excessivement négative : les Français partagent un socle commun, il faut prendre appui dessus, remettre au cœur le lien social et l'engagement et créer un effet d'entraînement ! »

Laurence de Nervaux, directrice générale de Destins Communs

« C'est pas tant l'impuissance que l'impression que le sentiment qu'on pourrait faire davantage. On a suffisamment de force vives sur le terrain, il nous manque que de moyens économiques et politiques. C'est important de consulter les acteurs de l'hyper proximité pour créer des alliances. »

Albdelaali El Badaoui, président et fondateur de Banlieues santé

« Ça arrange de polariser ou de cliver alors qu'évidemment le politique devrait faire le contraire. L'essence de la politique s'est unie et rassembler. »

Xavier Bertrand, président des Hauts de France

ÇA MARCHE !

Raphaël Ruegger, cofondateur de la Fédération française des trucs qui marchent



Des parkings de voitures sans permis pour les jeunes, des rotations de médecins pour irriguer des déserts médicaux, des heures de bénévolat contre de la préparation au permis, une brigade municipale qui lutte contre les logements vacants, des repas intergénérationnels...

Ces « trucs qui marchent », Raphaël Ruegger, 25 ans, les a glanés auprès de centaines d'élus locaux en sillonnant l'Hexagone après un master en école de commerce.

« Au début, j'appelais les standards des mairies, carte Michelin à la main, sans toujours être reçu, raconte Raphaël, natif d'un village du Cher. Et depuis que nous partageons aux élus ce qui

fonctionne, même des métropoles nous appellent ! »

« Nous », c'est la Fédération française des trucs qui marchent, une association qu'il a fondée et qui s'est donnée pour mission de mettre en lumière des initiatives portées par des élus locaux, ayant fait leur preuve sur le territoire et méritant d'être dupliquées partout en France.

Une manière de prôner une action publique sobre et efficace, tout en souhaitant la coopération avec les communes.

En mars prochain, ce responsable d'association est d'ailleurs bien placé pour devenir le prochain édile de son village. L'occasion rêver de vérifier que son truc marche vraiment bien.

Cette publication a été réalisée par l'association ZEP pour l'événement Droits de Cité ! organisé par le Mouvement associatif, le 30 janvier 2026 à Paris.

Directeur de publication : Edouard Zambeaux

Rédaction et mise en page : Astrid Andrault, Marin Bobot, Emmanuel Vaillant et Edouard Zambeaux.

Illustration : Anna Lentzner. Photos : @ZEP. Tirage : 1000 exemplaires

La Zone d'expression prioritaire (ZEP) est un dispositif d'accompagnement à l'écriture animé par des journalistes, qui a pour mission de faire émerger les récits de vie de celles et ceux qui ne s'estiment pas légitimes ou pas en capacité à se raconter.

Retrouvez toutes les publications sur www.zep.media



L'ASSOCIATION AU COEUR DU VILLAGE

30 janvier 2026



Une journée à construire le récit du réel

« La bataille, du réel, la bataille du récit, les combats à mener... » C'est en filant la métaphore combattante que Claire Thoury, la Présidente du mouvement associatif, a posé les jalons de la journée. « Une journée qui va nous faire du bien, » a-t-elle tout de même précisé. Et le constat est unanimement partagé : le monde associatif doit rentrer dans la mêlée et se faire entendre.

« Nous ne sommes pas des sous-traitants de la puissance publique, nous inventons, nous connaissons les gens et leurs aspirations, c'est cela qu'il faut faire entendre, » ont répété à l'envi les participants en marges des différents temps forts. Cette quête de visibilité sera d'ailleurs au centre de la campagne annoncée par Mickael Huet, le délégué général du Mouvement car « il ne suffit plus d'être utile, il faut être visible ! ».

Pour se faire entendre Pierre Rosanvallon qui ouvrait la journée a enfoncé le clou : « La puissance du mouvement associatif c'est sa fonction sociale mais aussi ses fonctions culturelles et démocratiques qui

ont tendance à être négligées ».

« La pratique rassemble, l'idéologie divise », assène le professeur au Collège de France, avant d'inviter le monde associatif qui lui « ne cultive pas les antagonismes » à se faire le narrateur de ce qui se vit au « ras de la société » pour compenser le règne du chiffre et de la statistique. Un suite au projet qu'il avait initié en 2014 avec la création du Parlement des invisibles et de collection « raconter la vie » qui s'arrêtaient sur des destins communs. A la veille des échéances municipales et présidentielles, et à l'aune du 125^{ème} anniversaire de la loi de 1901 cette urgence était palpable. Mais cette journée a fait aussi du bien car toutes et tous en a convenu : le réel est moins pire que le récit qui en est fait. « Notre réel est celui de la fraternité en acte », une fraternité qui s'est exprimée tout au long de la journée. Reste à en porter le récit le plus loin possible, non pour opposer le récit au réel mais pour porter fièrement... le simple récit du réel comme cette rude et mince « étoffe de la vie ».

ATTENTION FRAGILE

A travers plus de 350 actions dans tout le pays, le mot d'ordre de la mobilisation du 11 octobre dernier était clair : le monde associatif est exsangue. L'alerte était lancée, le couperet est tombé avec le bilan publié fin 2025 par le Mouvement associatif.

A ce jour, 767 associations sont en liquidation. C'est une augmentation de 64 % sur un an. Le nombre de liquidations et de procédures collectives ouvertes en 2025 est supérieur au total des années 2022 et 2023 réunies. Et plus de 10 % des associations employeuses ont été contraintes de licencier. Ça ne tient plus donc et les perspectives 2026 ne poussent pas à l'optimisme. Face à une augmentation constante des besoins, les financements s'évaporent à tel point que 58 % des assos ont vu leurs financements publics diminuer en 2025.

Face à cette disette, près de trois associations sur quatre estiment que leurs fonds propres sont nuls ou fragiles pour affronter ces vents contraires. Le budget de l'État 2026, avec un milliard d'euros de crédits supprimés, n'inversera pas la tendance, loin de là. Près de 90 000 emplois sont aujourd'hui menacés dans le monde associatif qui, pourtant, reste l'un des ciments les plus solides et indispensables du pacte social.

« Alors que le fait associatif est remis en question, cette journée nous rappelle combien les associations sont des acteurs de premier plan face aux défis sociaux, écologiques et politiques. Il faut les soutenir et les renforcer non pas uniquement pour ce qu'elles font, mais aussi pour ce qu'elles sont, pour ce qu'elles incarnent dans nos vies quotidiennes. »

Suzanne Chami, déléguée générale de l'institut IDEAS

« Les associations font partie des meubles alors les gens ne se rendent pas compte qu'elles sont importantes. Elles sont prises pour des béquilles, alors qu'elles luttent contre les menaces à la démocratie. On devrait créer un événement qui les célèbre, une sorte de Téléthon pour associations. Si on célèbre le Soldat inconnu, pourquoi est-ce qu'on ne célébrerait pas le Bénévole inconnu ? »

François Delaunay, chroniqueur à radio Aligre FM

« Je crois à la coopération entre élu.es et associations. Dans les tables-rondes, on prêche une convaincue, alors je ne suis pas sûre que j'en apprendrai beaucoup sur le fond. Mais une journée de rencontres avec le réseau associatif, ça redonne du souffle : on échange, on voit ce qui se fait ailleurs... »

Sandra Guilmin, chargée de mission ESS à la Ville de Strasbourg

« Nous sommes venus avec une dizaine de jeunes. Aujourd'hui, c'était important que l'axe de la jeunesse soit représenté, surtout au moment des municipales. »

Joséphine Delpeyrat, déléguée générale d'Animafac.

HABITER, TRAVAILLER, MILITER

L'engagement c'est un souffle, une nécessité même. Du projet culturel du cinéma la Clef à celui du collectif les luttes sociales et environnementales en passant par celui de la juste représentation dans l'espace démocratique porté par Ayodele Ikuesan, le consensus était là. On s'engage pour sa cause, son projet, son territoire mais cela n'est pas sans dommages ni frustrations.

« S'engager c'est prendre le risque de la visibilité, c'est prendre le risque d'avoir une étiquette, voire de se faire harceler, ce n'est jamais neutre », résume Priscillia Ludowsky. Cette ancienne figure du mouvement des Gilets jaunes sait de quoi elle parle. Elle met le doigt sur une vérité que beaucoup de participants considèrent comme une illusion voire une hypocrisie.

Il faut en finir avec la soi-disant neutralité du monde associatif. Ayodele Ikuesan, ancienne athlète de haut niveau, qui, elle, veut encourager la diversité en politique enfonce le clou. « Même dans les associations sportives on n'est pas uniquement ce qu'on fait mais des valeurs qu'on porte ». Pour retrouver cette plus grande liberté de ton plusieurs pistes sont évoquées : redéfinir la charte de l'engagement entre les associations et l'état, faire progresser la démocratie et l'écoute au sein des associations et bien sûr s'ouvrir à toutes et à tous pour représenter le pays dans toutes ses diversités.



LA FABRIQUE DU LIEN

« Attention ! Le modèle de l'initiative privée et de la concurrence s'est installé dans les collectivités », alerte Michelle Demessine, du Mouvement associatif. Deux chiffres résument ce phénomène : entre 2005 et 2025, la part des subventions dans le budget des structures est passée de 34% à 15%, tandis que la commande publique grimpeait de 17% à plus de 35%.

« On est devenus des entreprises », murmure la salle. « On était des partenaires, on est devenus des prestataires, maintenant on veut devenir des alliés » martèle la vice-présidente du Mouvement à la tribune. Le public applaudit l'idée « d'appel à communs » pour remplacer les mortifères appels à projets. Sarah Persil, élue en Bourgogne-Franche-Comté, a, elle, appelé de ses vœux le déploiement de chartes d'engagement réciproque. Mais comment faire ensemble ? se sont interrogés les 40 participants au débat mouvant. La fédération est-elle une forme de coopération, peut-on lier QPV et milieu rural ? Les associations ne sont-elles que le reflet des carences d'un territoire ? Unanimité sur les volontés d'alliances locales, nette préférence pour les réseaux plutôt que pour les fédérations : les jambes ont parlé. Et tout le monde était conscient de l'urgence à agir car si on ne fait rien « bientôt, on nous proposera des appels à projets contre l'ensauvagement », a conclu Sarah Persil.



« Ce matin, je pensais que j'allais parler d'alliances entre associations de zones rurales et de quartiers populaires. Je me suis retrouvée à évoquer les problèmes organisationnels d'associations et les modes de regroupement en réseaux, en fédération. C'était super intéressant d'entendre d'autres approches. Ça m'ouvre aussi de sortir et ça me permet de sortir de mes réflexes très politiques. »

Manon Rousselot-Pailley, présidente du MRJC

« En vue des municipales, je suis venue tâter le terrain pour trouver des pistes de futurs partenariats entre la municipalité et les associations. Rien qu'à Stains, il y a 300 associations et leur nombre est en augmentation. Tout seul on va vite, mais ensemble on va plus loin. »

Sandrine Hedel, chargée de la vie associative à la Ville de Stains.

« Cette journée permet de se faire du bien. Je retiens qu'il ne faut pas baisser la garde et qu'il faut travailler localement. C'est dans nos villages, pas ici qu'il y a un électorat d'extrême droite. »

Grégoire Leray, délégué général de d'Union Rempart

« Je suis contente d'avoir rencontré Prev'Asso, qui aide les assos en galère de thune. Ça va m'aider parce qu'on est en grosse galère financière. »

Juliette Viard-Gaudin, référente à la fédération Emmaüs

« Je retiens de la journée que nous traversons une polycrise de l'intérêt général qui nous invite à repenser les relations entre assos et financeurs autour de la confiance et de la coopération. »

Elise Renaudin, conseil et accompagnement d'assos

UN ARCHIPEL DE RESSOURCES...

... POUR MOBILISER ET GOUVERNER

Vous avez besoin de bénévoles, mais vous ne savez pas comment les mobiliser ? **Animafac** et **France Bénévolat** mettent en relation associations et jeunes engagés. Mais une fois engagés, il faut les assurer : pour cela, la **Maif** est un acteur bien connu du monde asso. Et pour les fidéliser et les responsabiliser ? La **Commission inter associatives de France Bénévolat** a justement produit un avis sur les manières de valoriser la prise de responsabilités dans les associations. De plus, pour accompagner les bénévoles à prendre des responsabilités, le dispositif gouvernemental **Certif'Asso** dispense des formations dans des associations partenaires ! Enfin, pour avoir une vision large de « L'engagement, comment ça marche ? » on vous conseille l'enquête de La **Fonda**.

... POUR TISSER DES LIENS

Coopérer pour transformer les territoires, voilà un slogan qui se décline très concrètement à travers une multitude d'initiatives jouant à fond le collectif. C'est par exemple le cas du **Réseau des collectivités territoriales pour une économie solidaire et solidaire (RTES)** qui déploie pour les collectivités toutes sortes d'outils de formation, aussi bien pour la mise en place d'un projet alimentation durable que pour les prochaines élections municipales. Autres formidables fabriquants de boîtes à outils : l'**Association nationale des Tiers-lieux** qui propose des kits pour initier un Tiers-lieux, l'animer, le faire vivre..., le **réseau Cocagne** qui met en liens dans chaque territoire collectivités et associations ou encore le **Mouvement associatif de Bretagne** qui propose une palette d'outils pour sensibiliser, mobiliser et agir sur le très local.

... EN CAS DE CRISE

A l'heure où l'enjeu économique est particulièrement saillant, on a croisé sur les stands nombre d'acteurs du financement associatif qui se mobilisent. En plus des banques, notamment le **Crédit Coopératif**, et de **France active**, qui propose des garanties et des prêts, plusieurs dispositifs peuvent être activés. En cas d'urgence, par exemple un défaut de trésorerie, vous pouvez vous adresser à **Prev'Asso** une asso qui s'est spécialisée dans les situations de crise. C'est gratuit et réactif en moins de cinq jours. Et cela permet d'être orienté vers un **Dispositif local d'Accompagnement (DLA)** de l'ESS. A la clé : un.e expert.e-consultant.e vous apportera un diagnostic, des préconisations et un accompagnement pour faire face au péril.

LA GALAXIE ASSOCIATIVE

1 600 000
ASSOCIATIONS

12 500 000
BÉNÉVOLES

11 %
D'ASSOCIATIONS EMPLOYEUSES

74 300
CRÉATIONS EN 2024/25

1 900 000
SALARIÉ.ES

21 %
DES PLUS DE 15 ANS ENGAGÉ.ES DANS UNE ASSOCIATION

8 250
ASSOCIATIONS DE PLUS DE 50 SALARIÉ.ES